



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Département de la santé, des affaires sociales et de la culture
Service des poursuites et faillites
Office des poursuites et faillites du district de Sierre

Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur
Dienststelle für Betreibungs- und Konkurswesen
Betreibungs- und Konkursamt des Bezirkes Siders

Publication de la vente aux enchères d'un immeuble dans la poursuite

Débiteurs : BARTHELME Isabelle, Cours des Girondins 2, 33570 Lussac St-Emilion
MOUTHER Suzanne, Fond d'Apré 38, 1994 Aproz

Tiers propriétaires :

AGUER Jean, d'Armand, de son vivant à Neuilly-sur-Seine
IMART Geneviève, de Germain, épouse de Jean Aguer, de son vivant à
Neuilly-sur-Seine

L'office des poursuites de Sierre vendra aux enchères publiques, **le mercredi 29 janvier 2020 dès 15h00**, à la salle de ventes de l'office, au 1^{er} étage du bâtiment "Le Bourgeois", Av. du Rothorn 2 à Sierre, les immeubles suivants :

Immeubles sis à Vercorin sur la Commune de Chalais

Lot 1

PPE n° 50746 : quote-part 76/1000 du n° 2911, plan n° 20, commune de Chalais
Rez supérieur : appartement n° 26, rez inférieur : cave n° 11

Estimation officielle : CHF 150'000.00

Il s'agit d'un appartement de 2 pièces sis dans l'immeuble « Cité Radieuse A », Rte du Bisse 24 à Vercorin.

Lot 2

PPE n° 50770 : quote-part 12/1000 du n° 2930, plan n° 20, commune de Chalais
Sous-sol : garage n° 19

Estimation officielle : CHF 45'000.00

Il s'agit d'un garage double sis dans l'immeuble « Cité Radieuse B », Rte du Bisse 26 à Vercorin.

PARCELLES DE BASE OBJETS DES PPE

Parcelle n° 2911, plan n° 20, nom local : Les Liches, Commune de Chalais
Chalet a) 258 m², couvert b) 18 m², couvert c) 18 m², place 448 m²

Parcelle n° 2930, plan n° 20, nom local : Les Liches, Commune de Chalais
Chalet a) 258 m², couvert b) 18 m², couvert c) 18 m², place 551 m²

La réalisation est requise ensuite de poursuites d'un créancier au bénéfice d'une hypothèque légale en 1^{er} rang.



Av. du Rothorn 2, case postale 672, 3960 Sierre
Tél. 027 606 16 30 · Fax 027 606 16 34

Délai de production : 14.11.2019

Les créanciers hypothécaires et les titulaires de charges foncières sont sommés par la présente de produire à l'office, dans le délai de production fixé ci-dessus, leurs droits sur l'immeuble, notamment leurs réclamations d'intérêts et de frais, et de faire savoir en même temps si la créance garantie par gage est échue ou a été dénoncée au remboursement en tout ou en partie, pour quel montant et pour quelle date. Les créanciers qui ne produiront pas dans le délai prévu seront exclus de la répartition, pour autant que leurs droits ne sont pas constatés par le registre foncier. De même, les tiers auxquels un titre hypothécaire a été donné en gage doivent indiquer le montant de leur créance garantie par ce gage.

Doivent être également annoncés, dans le même délai, tous les droits de servitude qui ont pris naissance avant 1912, sous l'empire de l'ancien droit cantonal, et qui n'ont pas encore été inscrits au registre foncier. Les servitudes non annoncées ne seront pas opposables à l'acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Doivent également être annoncés les droits grevant l'immeuble lui-même.

Paiement au comptant ou par une garantie bancaire irrévocable et illimitée d'un acompte de 10 % et de 2% d'avance de frais pour les frais de transcription (les chèques ne sont pas admis). Le solde dans le mois avec intérêts à 5 %.

Les conditions de vente, l'état des charges, l'état descriptif et le rapport d'expertise sont à la disposition de tous les intéressés au bureau de l'office des poursuites dès le 03.01.2020.

Les personnes qui désirent visiter l'immeuble mis en vente devront s'annoncer à l'Office des poursuites, au plus tard pour le 23.12.2019

Les enchérisseurs devront se munir d'une pièce d'identité, et, pour les sociétés, d'un extrait récent du registre du commerce.

En outre, ils sont rendus attentifs aux dispositions de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE).

La présente publication ainsi que le rapport d'estimation peuvent être consultés sur le site internet des offices des poursuites et faillites du canton du Valais à l'adresse www.vs.ch/web/spf/encheres.

Sierre, le 25 octobre 2019

Office des poursuites du district de Sierre
Jean-Charles Emery, Substitut